

NUMERO SPECIAL

en encart

les premiers textes du congrès  
constitutif du P.C.R. (m.l.)

**front  
rouge**

organe central

du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 111

18 AVRIL 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

2,00 F

**A BAS LE CIRQUE  
ELECTORAL!  
UNE SEULE  
SOLUTION,  
LA REVOLUTION!  
SOUTENONS  
LA CAMPAGNE  
COMMUNISTE  
D'ANDRE ROUSTAN**

président du P.C.R. (ml)



page 3

appel  
du P.C.R. (ml)  
pour un  
1er mai  
révolutionnaire

# 3 vieux routiers de la politique bourgeoise

## chaban-delmas...



Le soutien de l'UDR à Chaban, n'est pas si unanime qu'il le dit !

Pompidou n'était pas enterré qu'une véritable bataille de chiens s'engageait au sein de l'ex-majorité présidentielle, entre les nombreux prétendants à la succession. Chaban apparemment bien renseigné sur la nature de la grippe de Pompidou prépare depuis longtemps sa campagne électorale : son programme est rédigé, les imprimeries qui éditeront son matériel sont louées, ses équipes de propagande constituées. Ceci lui permet de partir le premier dans la course au fauteuil présidentiel. En bon politicien, il a toujours su placer ses partisans aux postes clés et se faire des amis utiles pour réaliser ses ambitions, et profiter de ses responsabilités gouvernementales pour se constituer un clan dévoué.

Son caractère manœuvrier se révèle pendant la résistance. Agent de de Gaulle, il est chargé de missions de renseignements et d'espionnage aussi bien sur les nazis que sur les résistants. En août 44, promu général par de Gaulle pour faire le poids face aux résistants, il tente de négocier une trêve avec Von Choltitz le général nazi qui occupe Paris, alors que les insurgés tiennent les 3/4 de la ville.

Cette sombre manœuvre n'avait pour but que de court-circuiter la résistance parisienne, tant la bourgeoisie gaulliste redoutait la victoire du peuple en armes. Ses étoiles de général n'impressionnent guère les résistants qui passent outre ses consignes... Evidemment la légende est toute autre et son prestige de général lui servira plus tard à conquérir la mairie de Bordeaux en 47. Son attachement à de Gaulle ne l'empêchera pas toutefois de briguer les honneurs sous la IV<sup>ème</sup> République, à la traversée du désert il préfère les portefeuilles ministériels. Comme radical socialiste, valeur la mieux cotée par la bourgeoisie à cette époque, il est régulièrement élu député et participe à trois gouvernements. En 57 il est notamment ministre de la Défense Nationale et des forces armées. Forces armées qui à l'époque s'illustrèrent en Algérie en réprimant la lutte de libération nationale du peuple algérien.

A ce titre il est responsable de tous les massacres, tortures, pillages perpétrés par ces « glorieux combattants » que sont les Massu, Salan, Bigeard et notamment du bombardement criminel du village tunisien de Sakiet. C'est à ce poste qu'il complota pour le retour de de Gaulle au pouvoir en prenant une part active à la préparation du putsch du 13 mai.

Elu président de l'Assemblée Nationale de 58 à 69, le perchoir lui sera utile pour se faire de nombreux amis politiques et constituer le « clan Chaban ». De Gaulle s'étant retiré, il s'empresse de proposer ses services à Pompidou en échange d'un portefeuille ; marché conclu : il sera premier ministre, poste qu'il conserve jusqu'en juillet 72. Il s'y distingue par ses théories clinquantes sur la « nouvelle société », les contrats de progrès, la concertation, l'intéressement, la participation...

Mais les travailleurs ne se payent pas de mots et jugent sur pièces : en 3 ans de gouvernement Chaban Delmas le nombre de chômeurs augmente de 30%, l'inflation la dévaluation du

franc du 8 août 69 réduisent le pouvoir d'achat des ouvriers. Chaban promet beaucoup : égalité des salaires pour les femmes, mais celles-ci gagnent en moyenne de 20 à 25% de moins que les hommes pour des travaux équivalents. Quand les promesses sont insuffisantes à dupes les travailleurs, Chaban menace : après la grève de l'EDF de novembre 69 il déclare : « Le gouvernement ne se laissera pas intimider ». Des menaces il passe à la répression : il fait voter la loi anti-casseurs en avril 70, cette loi permettra entre autres la condamnation des grévistes de Ferodo, il envoie les CRS contre les grévistes de Vallourec et du Joint Français.

Il promet également la disparition de tous les bidonvilles en moins d'un an, 5 ans après on en voit encore. Si les grands bidonvilles horizontaux ont été rasés, c'est essentiellement pour disperser des concentrations d'ouvriers, en majorité immigrés, politiquement « dangereuses » pour la bourgeoisie. A côté son apparus des bidonvilles verticaux : immeubles vétustes où s'entassent des lits, loués à des prix exorbitants, et soumis à un encadrement répressif plus serré.

Ce n'est pourtant pas ce qui provoquera sa chute, mais la campagne menée par les Républicains Indépendants contre l'UDR. Après les révélations sur les liens de ce parti avec la pègre de l'immobilier (Garantie Foncière, Civile Foncière, Patrimoine Foncier), le Canard Enchaîné publie la feuille d'impôts de Chaban qui n'a rien déclaré pendant 4 ans de 67 à 70. C'est même le fisc qui lui doit de l'argent.

Retiré depuis 3 ans dans sa mairie de Bordeaux, il espère que tous ces scandales seront oubliés, et avec l'aide du groupe Hachette où il compte de nombreux amis il entend vendre ses salades électorales. Il possède en effet de sérieux appuis dans ce trust. En 1945 Secrétaire Général du ministère de l'Information, toutes les autorisations de parution, les attributions de papier passent entre ses mains, ce qui lui permettra de se gagner certaines amitiés bien utiles dans la presse. Il investit dans le journalisme et lance le torchon hebdomadaire « Samedi Soir », spécialisé dans les cocufiages princiers et les ragots, le tout enveloppé d'anticommunisme. Revendu à Hachette « Samedi Soir » deviendra « France Dimanche » sur lequel Chaban continue de toucher des bénéfices. Simon Nora et Gérard Worms anciens membres de son cabinet ministériel sont respectivement directeur et sous-directeur d'Hachette. Il compte de nombreux autres appuis dans la presse bourgeoise, notamment à « France-Soir » dont le directeur est son ami Amouroux, à « Entreprise » et au « Point ».

C'est sur eux et sur l'argent de ses amis PDG, Bidegain et Riboud (BSN) du club « Echange et Projets » présidé par son ancien conseiller Delors, qu'il compte pour mener à bien sa campagne électorale. C'est sur leurs luttes que misent les travailleurs pour mettre à mal ses projets de « nouvelle société ».

## giscard d'estaing...

Né en 1926, il est issu d'une famille de hauts commis de la bourgeoisie. Son père préside entre autres les « Caoutchoucs d'Extrême Orient », « Thomson-Brandt », et la « Société Marocaine ». Il est le gendre de Schneider, marchand de canons.

En 54, il fait ses premières armes en politique, Edgar Faure, le prenait dans son équipe et faisait de lui le directeur adjoint de son cabinet en 55.

En 56, il est élu député « indépendant et paysan » du Puy-de-Dôme. En 59, au gouvernement Debré, il est secrétaire d'Etat aux Finances... et en 62, il se retrouve ministre. Jusqu'en 58, il siègeait comme député indépendant à l'assemblée. Ces indépendants représentent la vieille droite traditionnelle, celle qui s'enflamme pour l'Algérie Française. Il a certainement des sympathies dans ce sens. En 1963, par exemple, Isorni tentera de le mouiller en l'accusant d'avoir transmis des renseignements ministériels à Salan. On chuchotera même le numéro qu'il aurait eu à l'OAS. Il est vrai qu'il compte parmi ses amis Républicains Indépendants, Alain Grillotery, ancien OAS, actionnaire du torchon « Minute ». Quoiqu'il en soit, il s'en tirera bien puisqu'il réussira à faire taire ces attaques et restera au gouvernement gaulliste.

En mai 62, il lance sa politique des revenus dont il dit : « elle ne tendra pas à redistribuer ce qui est acquis mais à répartir ce qui sera gagné » ou encore : « ce n'est pas un abandon de la libre discussion des idées ». Voilà qui dissipe toute illusion ! D'ailleurs, un an après, il créera un super-impôt pour pénaliser les entreprises qui donnent de trop gros salaires... On ignore combien cet impôt a pu rapporter...

C'est l'époque de son plan de stabilisation qui se traduira notamment par une augmentation du nombre des chômeurs de 50% entre 1962 et 1966.

Pour éponger le découvert du Trésor, il lance des emprunts nationaux qui seront remboursés par les impôts payés par les travailleurs. A cette époque, il mijote déjà un « projet de réforme des circuits commerciaux avec extension de la TVA au commerce de détail ». Son successeur au Ministère des Finances mettra ce projet en application en 68.

Ecarté du gouvernement en 66, il en profite pour former un groupe, la FNRI (Fédération Nationale des Républicains Indépendants) et pour mettre en place dès lors les moyens qui lui sont nécessaires aujourd'hui : notamment, il fonde en 68, avec Poniatowski, la société Infipresse, dont le but est de fournir aux petits journaux de province des feuilles préimprimées comportant des articles politiques selon le point de vue de M. Giscard d'Estaing...

Il formule de nombreuses critiques à l'égard des gaullistes, que ce soit sur l'Europe, (il préconise l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun dès mars 1969) ou sur la régionalisation (il votera « non » au référendum de de Gaulle).

Cette opposition mesurée et feutrée favorise le départ de de Gaulle et son retour au Gouvernement.

Son principal sujet de discorde avec l'UDR, c'est la question de l'Europe et de ses liens avec l'impérialisme US. Quand, par exemple, Jolibert s'oppose à Washington à un Nixon qui veut créer un front commun des pays consommateurs d'énergie (sous domination US), Chaban le soutien,

Giscard, un spécialiste du « safari »



Giscard, lui, se tait, mais il fait dire par la voix de son lieutenant d'Ornano : « il faut que nous défendions nos intérêts, bien sûr, mais nous devons avoir avec les Etats-Unis des relations qui ne soient pas agressives dans la forme, c'est important pour l'avenir de l'Europe ».

Mais Giscard, c'est avant tout le ministre de la TVA et de la hausse des prix. La TVA qui s'applique à tous les articles de large consommation, est un véritable racket sur les travailleurs. Quant à la hausse des prix, de 1969 à 1973, elle a été de 38% selon l'indice truqué de l'INSEE et le nombre de chômeurs a doublé dans cette période. Voilà la « stabilisation » à laquelle M. Giscard d'Estaing liait « sa conviction et son sort » ?

« Je suis persuadé que les français modestes savent que j'ai travaillé pour eux » ose déclarer Giscard. Les travailleurs eux, sont à n'en pas en douter, persuadés du contraire...

## mitterrand...



« balayez moi tout ça » dit Mitterrand en passant en revue les troupes en Algérie.

Mitterrand, c'est l'un des premiers vichystes de France, il est dignitaire de la francisque de Pétain. En 1942, par exemple, il est rédacteur à la revue kollabo : « France, revue de l'Etat nouveau ». Après ce brillant passé, il se lance, comme Chaban dans la politique Radical-Socialiste à l'UDSR. Il participe aux nombreux gouvernements de la IV<sup>ème</sup> République. En 47, ministre des anciens combattants, il licencie 23% des agents de son ministère qui avaient participé aux grèves massives de cette époque. La répression de ces grèves par le gouvernement MRP/SFIO auquel il appartenait fit 4 morts et des centaines de blessés. En 48, avec ses amis socialistes, il réprime la grève des mineurs. En 54-55, il est ministre de Mendès-France, c'est à cette époque qu'il affirme : « L'Algérie, c'est la France » et encore « La négociation, c'est la guerre ». Il envoie l'aviation sur les villages algériens révoltés. En Avril 55, il vote l'Etat d'urgence présenté par Edgar Faure, c'est à dire :

- le passage des effectifs de l'armée de 60.000 à 100.000 hommes.  
- l'instauration du régime de responsabilité collective.

la possibilité de regrouper la population dans de véritables camps de concentration.

En 56, alors qu'il est Garde des sceaux, il fait assassiner avec son acolyte Lacoste, 16 hommes, dont Fernand Yveton, militant communiste, qui dénoncent la guerre impérialiste en Algérie.

Sous la V<sup>ème</sup> République, il se présente aux présidentielles de 1965, mais il n'a guère de poids, sans parti pour l'appuyer. Après 1969, et la raclée de Deferre aux élections présidentielles (moins de 5% des voix), il s'agit de refaire une virginité à la vieille SFIO de Guy Mollet, complètement pourrie et discréditée aux yeux des masses, en l'appelant Parti Socialiste, et en lui donnant, un aspect de gauche. Mitterrand rejoindra ce parti pour en devenir en 1971 le premier secrétaire.

Aujourd'hui, Mitterrand soigne son image de marque, il aimerait par exemple qu'on le prenne pour un anti-impérialiste. C'est le sens de son voyage au Caire en Janvier 74, c'est aussi le sens de ses récentes déclarations aux étudiants africains :

« les pays détenteurs de sources d'énergie prennent conscience de leur capacité de puissance ». Mais les efforts de Mitterrand peuvent-ils nous faire oublier son passé de massacreur des peuples ? Non, les travailleurs et les anti-impérialistes ne peuvent oublier que ce « socialiste-là » est responsable des « disparitions » et des tortures de milliers d'Algériens !

Si Mitterrand est peu loquace sur son passé, il n'est par contre pas avare de paroles sur ses projets au cas où il serait élu. A la télé, il déclare : des socialistes comme moi, il y en a déjà beaucoup au pouvoir, par exemple en Suède, Wilson en Angleterre, Brandt en Allemagne... Nous ajouterons Golda Meir, la nazie ! Et il continue : ces socialistes peuvent être considérés comme de bons gestionnaires... Nous ajouterons : « du Capital » et dans son programme, il nous en donne les preuves. « La TVA sera réduite et même supprimée sur les produits de première nécessité », nous dit-il, très bien, mais pour compenser le trou que cela entraînera dans les recettes de l'Etat, Mitterrand propose de lancer « un emprunt de 10 milliards indexé sur les prix ».

Comment remboursera-t-on l'emprunt ? Avec les impôts payés par les travailleurs. On peut se faire une idée de ce que va être « l'aménagement de la fiscalité » selon François Mitterrand... Mais toutes les entreprises ne seront pas nationalisées, « le reste, le secteur privé, sera respecté, et il devra travailler, produire, imaginer, s'installer de plus en plus dans la concurrence, aller conquérir des marchés à l'extérieur et nous l'y encouragerons ». Voilà qui est clair, avec une telle politique, les travailleurs savent à quoi s'attendre. L'anarchie capitaliste va se poursuivre avec son cortège de restructurations, déqualifications et licenciements.

# DECLARATION DU COMITE CENTRAL DU P.C.R.(m-l) SUR LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES

Travailleurs, Travailleuses,

Le 5 mai prochain, le bourgeois vous appelle aux urnes pour choisir le successeur de Pompidou celui qui pendant plusieurs années sera le chef de file de l'impérialisme français. Le PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (Marxiste-Léniniste) vous appelle à dénoncer cette farce électorale, à refuser de choisir entre les multiples candidats de la bourgeoisie.

## VOUS NE VOTEREZ PAS POUR LES CANDIDATS DE L'ANCIENNE MAJORITE PRESIDENTIELLE.

Ces gens là vous les connaissez bien. Depuis 15 ans ils participent ou apportent leur soutien aux gouvernements successifs, et ils ont ainsi pris une part active à tous les mauvais coups de la bourgeoisie contre les travailleurs. Malgré cela ils osent se présenter comme les candidats d'une «politique nouvelle», ou d'une «nouvelle société», ils osent s'affirmer comme les candidats du changement.

la «nouvelle société» de Chaban Delmas vous en avez déjà eu un avant-goût pendant les 3 ans où il a été premier ministre de Pompidou. La politique dite des «contrats de progrès» qu'il a inaugurée à grand tapage, n'est rien d'autre qu'une forme déguisée de blocage des salaires, limitant par avance leur augmentation bien en deçà des hausses de prix. Toute cette démagogie sociale de participation ou concertation est allée de pair avec un renforcement important de l'appareil répressif de la bourgeoisie, avec par exemple, le vote de la loi scélérate dite «anti-casseurs» qui permet d'emprisonner tout délégué ouvrier qui organise les actions des travailleurs malgré les interdits de la bourgeoisie.

La «politique nouvelle» de Giscard d'Estaing depuis 5 ans déjà vous en faites l'expérience. Ministre des finances de la bourgeoisie depuis 1969, il est pour les travailleurs avant tout le ministre des impôts et de la hausse des prix. C'est lui qui organise, par le biais de l'impôt TVA et de l'impôt direct, un véritable racket sur les ménages populaires qui financent ainsi l'essentiel du budget d'Etat. C'est lui qui sort tous les six mois des prétendus plans anti-hausse qui n'entament en rien l'érosion du pouvoir d'achat des travailleurs.

Travailleurs, refusez d'arbitrer le conflit qui oppose ces deux candidats ouvertement soutenus par la bourgeoisie. Ce conflit est le reflet des divergences qui existent aujourd'hui au sein de la bourgeoisie sur les questions de la construction européenne et des relations avec l'impérialisme US, questions décisives pour la solution des problèmes comme l'approvisionnement énergétique, la défense... Giscard d'Estaing et ceux qui le soutiennent sont favorables à un nouveau raffermissement des liens avec l'impérialisme US et à l'accélération de la construction européenne même si cela entraîne une dépendance accrue à l'égard des USA. Chaban Delmas et ceux qui le mettent en avant, mettent plus l'accent sur les thèmes de l'indépendance nationale et d'une certaine fermeté à l'égard des USA. Les tenants de chacune de ces

deux positions entendent mettre à profit l'élection présidentielle pour modifier, en leur faveur, l'équilibre et le rapport de force établi dans l'ancienne majorité présidentielle de Pompidou. C'est pourquoi ils se disputent avec tant d'insistance vos suffrages. Travailleurs vous devez repousser ces manoeuvres et refuser de trancher les divergences et les divisions qui secouent la bourgeoisie. Chaban ou Giscard, le premier des deux au premier tour passera un compromis avec l'autre sur les choix à faire en matière de politique étrangère et bénéficiera de son désistement. Chaban ou Giscard élu, les partis qui les soutiennent se retrouveront, avec un poids modifié, et de nouveaux alliés, à la gestion des affaires du capital dans le gouvernement. En gestionnaires zélés ils appliqueront toujours en direction des travailleurs une politique d'oppression et d'exploitation. Travailleurs vous devez leur refuser vos voix.

Dans cette bataille, la candidature de Royer qui se bat sur les thèmes les plus éculés de l'idéologie réactionnaire, n'est pas fortuite. Elle vise à capter des suffrages issus de la clientèle réactionnaire des réformateurs qui se seraient dirigés sur le nom de Giscard d'Estaing; ce qui profite à Chaban.

Cette candidature s'ajoute à la série des coups bas, révélateurs des mœurs de la démocratie bourgeoise, que s'échangent depuis la mort de Pompidou, les clans de Giscard et de Chaban, de la fausse candidature de Messmer aux déclarations des 43 députés UDR dirigées contre Chaban.

## VOUS NE VOTEREZ PAS POUR LE CANDIDAT UNIQUE DE LA GAUCHE.

Mitterrand, les plus âgés d'entre vous le connaissent bien: titulaire de la francisque de Pétain, il a fait fusiller le communiste Fernand Yveton opposé à la guerre d'Algérie, il a fait assassiner sous la IVème République des milliers et des milliers de patriotes algériens qui luttaient pour l'indépendance de leur pays. Aujourd'hui, il se prétend socialiste, et c'est le candidat unique de la «gauche» soutenu par le P«C»F, le PS, le PSU, et les radicaux de gauche.

Vous ne pouvez accorder la moindre confiance à ce bourreau du peuple algérien, vous refuserez de voter pour lui. Les faux communistes du P«C»F s'acharnent à le présenter comme le candidat commun du programme de la «gauche», à présenter sa victoire comme la condition nécessaire pour l'amélioration de votre sort. Mais les travailleurs de LIP, de SAVIEM, de MOULINEX, ont prouvé que les véritables revendications des travailleurs «pas un seul licenciement», «augmentation uniforme et non hiérarchisées», «suppression du salaire au rendement» sont ignorées ou dénaturées dans le programme de la «gauche»! Le programme de la «gauche» ne prétend pas supprimer les instruments de domination de la bourgeoisie: son armée, sa police, au contraire il les

laisse intactes dans les mains de la classe capitaliste, pour réprimer les travailleurs. Le programme de la «gauche», malgré le vernis démagogique qui le recouvre n'est qu'un programme bourgeois, une solution de rechange pour l'impérialisme français pour tromper les travailleurs.

Quelle confiance pourriez vous avoir, Travailleurs dans cette «union de la gauche» alors que son candidat Mitterrand a même refusé de s'engager à soutenir et appliquer ce programme commun, se donnant ainsi en cas de victoire tous les moyens pour mettre à la porte son allié le P«C»F, quand la bourgeoisie n'aura plus besoin de lui?

Travailleurs syndiqués à la CFDT, exigez des comptes de votre direction confédérale qui engage votre syndicat derrière Mitterrand et tente de faire profiter ce candidat de tout le potentiel de luttes dures que vous avez menées comme à LIP, à SAVIEM et MOULINEX... Travailleurs syndiqués à la CGT, ou adhérents de base du P«C»F exigez des comptes de vos dirigeants qui depuis des dizaines d'années vous promettent une amélioration de votre sort, tout en repoussant sans cesse l'objectif de la Révolution Socialiste. Avant hier il fallait lutter pour la démocratie «avancée» ouvrant la voie au socialisme, hier il fallait lutter pour le «programme commun ouvrant la voie à la démocratie avancée», aujourd'hui c'est sur la victoire de Mitterrand qu'il faudrait se mobiliser pour ouvrir la voie au «programme commun».

Vous ne voterez pas pour les candidats trotskistes, derrière leurs phrases pseudo-révolutionnaires ils ne cachent pas que leur objectif est de faire voter Mitterrand au 2ème tour et de ramener dans le giron de la «gauche» ceux d'entre vous qui rejettent le «programme commun».

## AVEC LE P.C.R. (m-l) DENONCEZ LE CIRQUE ELECTORAL, ENGAGEZ-VOUS DANS LA VOIE REVOLUTIONNAIRE TRACEE PAR NOTRE CAMARADE ANDRE ROUSTAN.

Notre Parti vous appelle à vous détourner de cette farce électorale et à refuser de choisir entre tous les candidats de la bourgeoisie qu'elle les soutienne ouvertement ou non. Notre Parti vous appelle à soutenir la campagne d'ANDRE ROUSTAN ouvrier communiste, engagé depuis 40 ans dans la lutte révolutionnaire aux côtés de notre peuple, ancien des brigades internationales, ancien FTP, déporté à Buchenwald, exclu du P«C»F en 53 pour sa fidélité au marxisme léninisme, président du PCR m-l.

ANDRE ROUSTAN dans sa campagne dénoncera le cirque électoral, les candidatures bourgeoises, il dénoncera la voie électorale et il montrera que la seule voie pour la classe ouvrière c'est la Révolution Proletarienne par la violence révolutionnaire.

Le COMITE CENTRAL  
du PARTI COMMUNISTE  
REVOLUTIONNAIRE (M-L)

# A L'ACTION POUR LE 1er MAI

Le premier mai, marqué depuis près d'un siècle par de grandes actions de la classe ouvrière à travers le monde, est une journée où les prolétaires de toutes les corporations, de tous les pays, manifestent pour leurs revendications immédiates, et expriment la volonté de faire table rase du vieux monde capitaliste, de construire un monde nouveau, socialiste, pour le bonheur des hommes.

Le premier mai est redevenu en France depuis mai 68, une grande journée de manifestations. Mais cette année, la direction nationale de la CGT et celle de la CFDT ont, avec les partis de «gauche», décidé pour les besoins du cirque électoral, de supprimer toute manifestation ce jour-là. Sous prétexte de ne pas gêner le déroulement d'une campagne électorale dont l'issue dans tous les cas, n'empêchera pas la dégradation de leur sort, on veut interdire aux travailleurs l'expression directe de leurs revendications et de leur force.

Travailleurs, Travailleuses,

Le PCR m-l vous appelle à rejeter cette décision contraire à vos intérêts, il vous appelle à faire du premier 1974 une grande journée de lutte: partout en France à cette occasion prenez des initiatives révolutionnaires, tenez des meetings, organisez des manifestations,

faites entendre votre voix dans la rue.  
*A bas le cirque électoral!*

Comme à la SAVIEM de Caen, comme à MOULINEX, comme dans le Textile du nord et en bien d'autres entreprises qui continuent l'action, exigeons:  
- 1650 F par mois pour 40 H!  
- Augmentation uniforme et immédiate pour tous de 200 F!  
- Faisons l'unité de la classe ouvrière autour des O.S.!

Contre le chômage de plus en plus menaçant, contre les licenciements, les fermetures d'entreprises, les travailleurs ont depuis un an, engagé des luttes de grande ampleur. Avec ceux de RATEAU, avec ceux de l'imprimerie DARBOY, avec ceux de LIP qui ont durant 9 mois mené une lutte victorieuse sans précédent, manifestons le premier mai, pour exiger:

- Pas de licenciement!  
- Pas de démentèlement de l'entreprise!

Parce que vous refusez de payer la crise de l'impérialisme, le PCR m-l vous appelle à défilé le premier mai, en défendant comme dans les grèves, les rassemblements de ces derniers mois, le mot d'ordre:  
*«une seule solution la Révolution!»*

Avec nos camarades immigrés qui sont descendus dans la rue par centaines ces jours-ci à PARIS, pour manifester contre les menaces d'expulsion, contre la bourgeoisie qui cherche à nous diviser:

- Ouvriers français, ouvriers immigrés mêmes droits: une seule classe ouvrière!  
- Abrogation de la circulaire Fontanet!

Le PCR m-l appelle les femmes de la classe ouvrière et du peuple qui, comme à Bailleul, Cerizay, Moulinex... montrent de plus en plus leur haine du capitalisme, à participer massivement aux manifestations du premier Mai.

Cette année les jeunes des CET ont par dizaines de milliers, avec l'appui de leurs camarades des lycées, dénoncé le sort que leur réserve la bourgeoisie. Le premier Mai, manifestons contre la loi Royer, contre la loi Fontanet, contre l'école au service des patrons!  
Le premier Mai, nous manifesterons notre solidarité avec les petits paysans, notre principal allié en France contre le capital.

Dans l'année écoulée, les peuples Indochinois ont consolidé leur victoire, les peuples arabes et le peuple palestinien ont obtenu des succès importants contre l'agression impérialo-sioniste, en Martinique le peuple s'est dressé contre

l'impérialisme français, s'engageant dans une des plus grandes luttes de son histoire:

Ouvriers, peuples opprimés, nous avons le même ennemi! Nous faisons partie de la gigantesque armée des prolétaires, des peuples et des nations opprimés qui a déjà frappé à mort l'impérialisme et l'écrasera pour toujours.

- Les peuples Indochinois vaincront!  
- Palestine vaincra  
- A bas l'impérialisme français!

Cette année les travailleurs de France doivent agir pour empêcher l'exécution de plusieurs camarades espagnols du FRAP menacés de mort par les tribunaux militaires d'Espagne. Ces menaces reflètent la peur du régime fasciste de Franco devant la montée des luttes du peuple espagnol depuis le grand succès des manifestations du premier Mai de l'an dernier.

- A bas l'impérialisme Yankee-Franquiste!  
- Liberté pour les emprisonnés politiques!

Travailleurs aujourd'hui la bourgeoisie se sert de la restauration du capitalisme en URSS pour nous donner une fausse image du socialisme et nous décourager de lutter. La société nouvelle au service de l'homme



1er mai 73 à Paris

que construisent la Chine et l'Albanie est un démenti aux calomnies bourgeoises.  
- Vive la Chine et l'Albanie socialistes!

Ouvriers français, immigrés futurs prolétaires des CET, anti-impérialistes, lycéens, étudiants, le PCR (m-l) vous appelle à rejoindre en masse les manifestations du Premier Mai.

## Paris, après une première victoire des grévistes de la faim

# 1000 manifestants contre la circulaire Fontanet

En lutte depuis le 25 mars, les 37 travailleurs arabes, pakistanais et mauriciens grévistes de la faim viennent de remporter une première victoire en obtenant la carte de séjour provisoire et l'assurance par le ministère du Travail d'obtenir un emploi rapidement. D'autre part, tous les travailleurs pakistanais et mauriciens présents en France ont la possibilité d'être régularisés d'ici le 1er juin, mais pour cela, il faut qu'ils trouvent un employeur !

Cette première victoire fait écho à la lutte des travailleurs turcs et pakistanais de Laval qui avaient obligé leur patron à leur accorder satisfaction. Comme l'explique le travailleur pakistanais que nous avons interviewé, il s'agit d'une étape de leur lutte, l'objectif final étant l'abrogation de la Circulaire Fontanet. Aujourd'hui, la volonté de combat des travailleurs immigrés est très grande. Le 11 avril, à Paris, un millier de personnes, dont plus de la moitié de travailleurs immigrés, ont manifesté de Clichy à Barbès, en scandant : « Abrogation de la circulaire Fontanet », « Travailleurs français-immigrés tous unis ! ». A Paris, c'est le plus important rassemblement de travailleurs contre la circulaire Fontanet, depuis la manifestation des C.A.C.F. à Belleville l'an dernier.



**FRONT ROUGE :** Pourquoi êtes-vous venus travailler en France ?

**LE TRAVAILLEUR PAKISTANAIS :** Au Pakistan, je n'avais plus de travail, j'avais dû vendre une petite boutique que j'avais... Après la guerre contre l'Inde et les inondations successives, c'est la misère là-bas, il y a plus de 3 Millions de sans-abris. Un jour, j'ai vu dans le «Pakistan Times» une annonce disant «La France est ouverte pour les Pakistanais...». Alors, j'ai ramassé mes économies, j'ai vendu tout ce que j'avais, ma femme a vendu ses bijoux et je pus payer le voyage (l'aller seulement) soit 2.000 F environ et je suis arrivé à Orly avec 400 autres Pakistanais.

**F.R. :** Arrivés en France, vous avez cherché du travail ?

**Tr :** Personne ne voulait nous employer et puis il y en a peu parmi nous qui parlent français, alors c'était dur, mais surtout, partout on nous demandait la Carte de Travail et la Carte de Séjour. Tout ce qu'on a trouvé, c'est de vendre des journaux pour les NMPP à 9 F par jour. Une fois payé le logement, il nous restait 2 F à partager avec ceux qui n'avaient pas trouvé de travail. Avec ça, on avait tout juste de quoi se payer du pain et de la soupe. Heureusement, on s'est serrés les coudes ; pour être sûrs que tous les journaux soient vendus, ceux qui n'avaient pas de travail prenaient une partie des journaux et allaient les vendre. Il y a même eu des menaces d'expulsion si bien que certains ont dû quitter Paris et sont allés travailler en province dans des fermes.

**F.R. :** Comment la lutte s'est-elle organisée ?

**Tr :** Ce sont des travailleurs arabes qui nous ont vu vendre les journaux et qui sont venus parler avec nous, on a pris contact et après on a discuté avec eux. Ils nous ont expliqué les luttes contre la circulaire Fontanet, pour la carte de travail et la carte de séjour. On s'est alors regroupé avec des travailleurs Mauriciens et Tunisiens qui avaient les mêmes problèmes que nous. Il y a eu des meetings, des délégations à la Main-d'Oeuvre, à la Préfecture de

Police, aux Ambassades. On a même occupé l'immeuble de «l'Express» pour que les journaux parlent de notre lutte. On a pris contact avec les autres travailleurs en lutte dans les banques et à l'imprimerie Darboy. Malgré cela, les papiers ne venaient toujours pas, alors on a décidé de faire la grève de la faim ; pour nous, c'est pas vraiment une lutte, c'était vraiment le dernier recours sinon on était refoulé. C'était la première étape, elle est gagnée ; maintenant on passe à la seconde étape : la lutte contre la Circulaire Fontanet. On ne veut plus de contrats, on veut avoir les mêmes droits que les travailleurs français, et puis on veut aussi des logements corrects, on ne veut plus payer 200F par mois pour s'entasser à 4 ou 5 dans une chambre.

**F.R. :** Selon toi qu'est-ce qui a fait céder la bourgeoisie ?

**Tr :** Elle a cédé, mais pas sur la Circulaire Fontanet, elle reste en place. Ce qu'on a obtenu, c'est la carte de séjour et l'engagement du ministère du Travail de nous procurer des contrats de travail pour tous les grévistes de la faim ; pour les autres, ils ont tous 3 mois de sursis pour trouver du travail. De toutes façons, avec les élections, ici, en France, c'était difficile pour le gouvernement de nous expulser, aucun ministre ne voulait endosser la responsabilité et puis la France a de bonnes relations avec le Pakistan, il ne fallait pas leur nuire.

**F.R. :** Maintenant comment vois-tu la suite de la lutte ?

**Tr :** Comme je disais, c'est une première étape, ce qu'on veut, c'est l'abrogation de la Circulaire Fontanet et puis, on a refusé de laisser le gouvernement nous diviser on ne veut pas être des «cas particuliers», la lutte continuera tant que tous les travailleurs immigrés n'auront pas obtenu les mêmes droits que les travailleurs français. Maintenant on cherche à regrouper les travailleurs du quartier, français et immigrés, pour cela, on organise des délégations aux portes des usines pour expliquer pourquoi on est là, notre lutte...

**F.R. :** Comment la lutte s'est-elle organisée ?

**Tr :** Ce sont des travailleurs arabes qui nous ont vu vendre les journaux et qui sont venus parler avec nous, on a pris contact et après on a discuté avec eux. Ils nous ont expliqué les luttes contre la circulaire Fontanet, pour la carte de travail et la carte de séjour. On s'est alors regroupé avec des travailleurs Mauriciens et Tunisiens qui avaient les mêmes problèmes que nous. Il y a eu des meetings, des délégations à la Main-d'Oeuvre, à la Préfecture de

# DANS DE NOMBREUX ENDROITS LES TRAVAILLEURS ROMPENT LA TREVE ELECTORALE

Pour le patronat, il n'y a pas de trêve électorale dans ses mauvais coups contre la classe ouvrière. Ainsi, dans l'industrie automobile, les ouvriers se voient imposer des mesures de chômage partiel avec perte d'au moins 40% du salaire pour chaque jour chômé. A Citroën-Paris, c'était 2 jours, jeudi et vendredi derniers. A Citroën-Rennes, où avec l'augmentation des cadences, on produit chaque jour 200 véhicules de plus qu'il y a un an, c'était 3 jours de chômage. 50.000 travailleurs sont concernés chez Citroën. Mêmes mesures à Peugeot-Dijon et Renault-Sandouville.

Les efforts des états-majors syndicaux pour instaurer le «calme», la «dignité» et la «sérénité» soi-disant nécessaires à la campagne électorale sont d'autant plus scandaleux. Aussi ces efforts se soldent bien souvent par des échecs, devant la combativité des travailleurs.

Des ouvriers se remettent en grève après des accords de reprise.

\* Aux forges de Gueugnon, 300 ouvriers repartent en grève immédiatement après un accord de reprise, imposé aux 2800 ouvriers par les responsables CGT, qui ne les satisfait pas.

\* Aux Constructions Mécaniques de Cherbourg, la reprise a lieu le 8 avril, mais le lendemain, les directions syndicales sont obligées d'accepter l'occupation que réclamaient les ouvriers contre les 232 licenciements annoncés par le patron à la suite d'une première semaine de grève.

Les longues grèves se maintiennent.

\* Contre le chômage : Rateau (11e semaine), Darboy (6e semaine) SEMM-Carvelair, Hexa-Limbourg à Marseille (3e semaine).

\* Contre la vie chère : UGIMAG, DRAGON, Sidérurgie Lorraine (5e semaine), Comurhex (4e semaine), Berliet-Comela, PPM-Montceau (3e semaine). Certaines s'étendent partiellement.

\* Dans la sidérurgie lorraine, aux pontiers de SACILOR, à Rombas, en grève depuis le 18 Mars pour 200 F, se joignent des ouvriers d'autres secteurs dans différentes usines SACILOR sur les mêmes revendications.

\* Aux ouvriers de Thomson-CSF, qui en sont à leur 3e mois de débrayages tournants pour 200 F, se joignent ceux d'une filiale de la Thomson, la Cie de Radiologie d'Issy-les-Moulineaux sur les mêmes revendications de salaire uniforme.

Chez Salamander à Romans et Pechiney-Nogères, les ouvriers ont repris la lutte sur les revendications pour lesquelles ils avaient fait grève en été 73.

\* Chez Salamander (chaussures) à Romans, les ouvriers avaient fait grève contre la fermeture de l'usine. Après l'annonce du plan Bidegain : création d'une nouvelle société qui réembaucherait 300 ouvriers avec des garanties de salaire et d'emploi pour 6 mois. La direction CGT avait voulu faire croire qu'on peut se fier aux promesses patronales, 6 mois après, le patron de la Société Nouvelle Romane ne réembauche que 60 ouvriers. Les ouvriers ripostent immédiatement en occupant leur usine le 9 avril et en exigeant une réunion à Romans même pour l'application du protocole.

\* Chez Pechiney-Nogères, les ouvriers ont fait une grève de 24 h. le 11 avril pour obtenir que les revendications, pour lesquelles ils avaient fait grève pendant 53 jours, soient effectivement satisfaites. La direction CGT qui avait tout fait pour saboter la lutte de cet été a refusé de s'associer au mouvement.

## forges de gueugnon

2800 ouvriers se mettent en grève le 3 avril au matin avec la revendication essentielle d'une augmentation de 1 F de l'heure.

Les responsables CGT ont mené les négociations et transformé la revendication d'augmentation uniforme en augmentation en pourcentage.

5% sont accordés par le patron (soit seulement 30 centimes de l'heure pour les salaires les plus bas !). La direction CGT fait reprendre le travail en faisant voter 1200 ouvriers (500 contre, 700 pour la reprise), le 5 avril.

Les responsables CGT ont pris le train en marche pour mener la négociation et faire reprendre le travail malgré le mécontentement des gars. Mais le 10 avril, 300 ouvriers repartent en grève pour exiger la satisfaction totale de leurs revendications.

Corr. Montceau-les-Mines

## imprimerie darboy

Le 25 février, les 56 ouvriers et employés de Darboy reçoivent leur lettre de licenciement ; c'est tout le personnel qui est ainsi licencié sans indemnité. En occupant leur entreprise, les travailleurs refusent de

faire les frais de la mauvaise gestion de leur patron et empêchent la direction d'enlever le matériel. Car les machines, c'est ce qui va leur permettre de poursuivre leur lutte en produisant pour eux et en vendant leur production eux-mêmes.

Ils produisent ainsi des tracts pour Rateau et pour les employés des banques, cela, malgré les menaces de la police : 5 ouvriers taxés de «meneurs» sont convoqués devant le tribunal des référés le 8 avril. Aujourd'hui, un «médiateur» est chargé de trouver un nouveau patron et les discussions s'engagent entre ce dernier et les travailleurs.

Soutenons la lutte des travailleurs de Darboy.

corresp. Bagnolet

## raffinerie du canet

Depuis 15 jours, 135 ouvriers de la raffinerie sont en grève et occupent. Leurs revendications :

- 1,50 F de l'heure pour tous d'augmentation.

- suppression des basses classifications.

- 13e mois de mensualisation.

- paiement des jours de grève.

Le 21 mars, premier jour de la grève, les chefs et les patrons étaient dans l'usine, mais la combativité est grande et dès le 22, l'occupation est totale. L'usine est gardée la nuit, la

participation des ouvriers est très importante. Depuis, les manœuvres et provocations du patron se sont succédées :

- refus absolu de discuter si l'usine n'est pas évacuée.

- présentation d'un projet d'accord refusant toutes les revendications, menaces de licenciement, surveillance policière, intervention des flics lors d'une délégation au siège de la société. Mais les ouvriers se réunissent tous les jours en A.G. pour décider de la conduite de la lutte. Ils maintiennent fermement leurs revendications et leurs formes d'action : l'occupation de l'usine, ceci contre un projet de la direction CGT proposant une reprise partielle du travail.

La solidarité des entreprises du quartier est importante. La lutte continue.

corresp. Marseille.

## celmans le mans

Les employés sont en grève depuis mercredi 27 mars pour obtenir le paiement de 6 heures d'arrêt de travail dus à la grève de l'EDF le jeudi 21, le respect des droits syndicaux et la réintégration de délégués. Devant le refus de la direction de vouloir entendre quoi que ce soit, les employés décident de bloquer dans son bureau le directeur et quelques cadres. Dans la nuit de jeudi à vendredi la police vient libérer la direction. Le personnel de l'usine poursuit la grève par débrayages tournants. 70% des 1.900 ouvriers et ouvrières participent aux débrayages. Vendredi 5 avril le comité d'entreprise reçoit une délégation, mais pour annoncer que des sanctions seront prises à la suite de séquestration du directeur et du chef du personnel. Le 28 mars : 4 mises à pied pour 3 jours et 9 avertissements. Ces décisions ont été accueillies par des huées de protestation par les travailleurs qui sont maintenant plus que jamais décidés à poursuivre la lutte jusqu'au bout.

Paiement des 6 heures d'arrêt du 21 mars !

Respect des droits syndicaux !

Retrait des sanctions annoncées !

6/4/74 Corresp. Le Mans

## foyer de la rue moreau

Dans le 19e arrondissement, au 44 avenue Mathurin Moreau, 230 travailleurs africains sont en grève des loyers illimités depuis septembre 1973 pour de meilleures conditions de logement (réfection du foyer).

Le F.A.S. (Fonds d'Action Sociale) a en principe débloqué 44 millions qu'il donnera quand les travaux commenceront ; l'A.F.R.P. (Association des Foyers de la Région Parisienne) refuse de débiter les travaux tant qu'elle n'a pas l'argent... ils se renvoient la balle.

Les travailleurs africains continuent leur action. Ils ont l'appui d'un comité de soutien auquel nous participons.

Corrp. Paris 19e

## vénissieux les gestionnaires révisionnistes appellent à la répression contre les jeunes

A la cité Max Barel, les locataires ont eu la surprise de voir apposer au panneau d'affichage une note ainsi rédigée : «La Sacoviv (société HLM) est de plus en plus fréquemment assaillie de plaintes, relatives au comportement scandaleux de groupes de jeunes gens dont certains sont étrangers à votre groupe. Devant cette situation alarmante, Monsieur le PDG, député maire de la ville de Vénissieux, s'est vu contraint de solliciter le concours de la force publique...» Le PDG en question n'est autre que Houël, le député maire P.C.F. de la ville qui entend protéger ainsi «sa» cité contre de soi-disant «actes de vandalisme» commis par des «étrangers» désignant ainsi les jeunes immigrés, qui habitent à proximité et qu'il veut à tout prix éloigner de la cité. Pour les révisionnistes tous les moyens sont bons, y compris la police pour faire respecter la division que veut imposer la bourgeoisie entre les travailleurs français et immigrés. Travailleurs français, travailleurs immigrés, une seule classe ouvrière !

Correspondant Vénissieux.

# saint-nazaire

## chantiers navals

Les ouvriers des Chantiers navals viennent de reprendre le travail après plus d'un mois de lutte pour les 200 francs uniformes pour tous. Ils avaient dû affronter la direction qui a tout fait pour renvoyer les ouvriers aux augmentations en pourcentage de l'accord d'entreprise de septembre 1972, a lock-outé après deux semaines de grèves tournantes et qui a lâché les

2 % réclamés par FO pour briser la grève.

FO qui a appuyé le chantage de la direction et s'est opposé au mot d'ordre en disant qu'il remettait en cause l'accord de 1972, alors que les grévistes entendaient en conserver les avantages (ancienneté comme les mensuels, jours de congés payés...) et obtenir les 200 francs.



la CGC qui a attaqué la grève parce que «les augmentations uniformes remettent en cause la hiérarchie».

Dès le début de la grève, ce sont les ouvriers qui ont fait valoir dans leurs syndicats le mot d'ordre de 200 francs, d'abord à la CFDT puis à la CGT qui était au départ pour 4 % d'augmentation du point. Pressée par sa base et les masses, elle s'est repliée en demandant que «le contenu des 200 francs soit précisé». Après discussion, un compromis entre les directions syndicales a été fait qui transformait les 200 francs en 30 francs de prime de transport et 170 francs d'augmentation de salaire au pourcentage.

Face à la volonté des masses et des délégués du Chantier, les directions révisionnistes qui dans d'autres conflits n'hésitaient pas à s'opposer ouvertement aux revendications uniformes au nom du maintien de la hiérarchie, ont été obligées de baisser, de retirer leur 4% tout en tentant de les réintroduire par le biais des 170 francs au pourcentage... Pendant la grève, les ouvriers se battaient pour les 200 francs uniformes et non pour une revendication divisée en plusieurs composantes et sujette à toutes manipulations.

Après un mois de lutte, la direction lâchait 104 F décomposés en : une prime de transport de 20 F pour tous, une augmentation uniforme de 27 F, une augmentation uniforme de 17 F valable jusqu'à la fin de l'année et versée en une fois, une augmentation au pourcentage de 2% avec un minimum de 40 F d'assuré pour 173H33.

Laissés sans perspectives à cause du maintien de la «sérénité électorale» par les directions syndicales qui avaient déjà baissé la revendication à 130 F, considérant que les 10 H avaient été obtenues et les acquis de l'accord d'entreprise conservés, 72 % des 5 000 votants (sur 9 000) ont décidé la reprise, 1300 ouvriers se sont prononcés contre... La lutte est loin d'être terminée car l'accord expire fin 1974, et en Mai, il y a examen des hausses de prix... On ne peut dire que chez les ouvriers l'argument de la «sérénité électorale» ait joué, tous les ouvriers interrogés sur place nous ont dit «que c'étaient deux choses différentes...».

Aux chantiers, en obtenant plus de la moitié des 104 F en augmentation uniforme, les ouvriers se sont opposés à la politique de division de la direction par les augmentations au pourcentage ; ils ont élargi la brèche d'avec les revendications réformistes et révisionnistes. Ils ont remis la CGC et FO à leur place qui est le camp patronal, malgré toute la propagande sur l'unité d'intérêts entre ouvriers et maîtrise véhiculée par le P«C»F et le PS au nom de l'Union Populaire.

Au mot d'ordre de «Sérénité électorale» qui veut dire soumission des luttes économiques de la classe ouvrière à la cuisine électorale, les ouvriers ont maintenu leur grève. Organiser ce courant d'opposition syndicale spontanée pour qu'il devienne majoritaire dans les syndicats, lui donner une orientation révolutionnaire, c'est le but que poursuivent les Marxistes-Léninistes en appelant à rejoindre l'OSR.

## encore 2 ouvriers assassinés chez berliet: vengeance

Le 10 avril 1974, 5 000 travailleurs de chez Berliet réunis devant les locaux de l'entreprise SFNI ont été broyés pendant qu'ils nettoyaient un malaxeur de sable à l'intérieur. Najah MABROUK, 40 ans, père de 6 enfants est mort après plusieurs heures de souffrance. Nafkha AMED, 30 ans, père de 5 enfants est entre la vie et la mort (enfoncement de la cage thoracique, fracture du bassin, fractures des jambes...)

C'est le 60ème accident depuis le début de l'année 74 à la fonderie, c'est le 8ème ouvrier tué depuis 3 ans à la fonderie. Le criminel c'est Paul Berliet. Pourquoi lui qui dépense sans compter pour entretenir les nervis de la CFT à la chasse aux ouvriers combattifs, pourquoi n'a-t-il pas fait installer des disjoncteurs sur ces malaxeurs qui peuvent se déclencher par un simple bouton ? Pourquoi le contremaître chargé de l'entretien n'a-t-il pas disjoncté l'ensemble de l'installation ? Par souci d'économie, parce que pour les capitalistes, ce qui compte c'est le profit maximum. S'il y avait un disjoncteur sur le malaxeur, sans doute cela arrêterait-il d'autres machines... et c'est le rendement qu'il faut tenir : les 60 accidents de la fonderie sont là pour le montrer. Chacun sait par ailleurs, qu'il est courant de faire travailler les nettoyeurs en intérim dans des installations qui tournent, car pour le Capital, production d'abord, et la vie d'un intérimaire immigré qu'est-ce que cela pèse ?

Si les révisionnistes de la CGT-Berliet protestent contre l'absence d'un dispositif de sécurité, ils prétendent par ailleurs que l'accident est dû à la direction Berliet qui ne fait pas de «pressions sur les entreprises extérieures» pour qu'elles respectent la sécurité. Les révisionnistes osent même écrire que l'accident est dû à l'insuffisance de la formation des ouvriers immigrés, ce qui est une manière déguisée de les rendre directement responsables ! Ce n'est pas la «formation du personnel» et ce ne sont pas les «pressions sur les entreprises extérieures» qui supprimeront les accidents du travail, mais la suppression du travail au rendement et du travail intérimaire.

Pour les marxistes-léninistes dénoncer les crimes du capital, c'est dénoncer le rendement, l'intensification du travail, la loi du profit maximum.

Pour les marxistes-léninistes dénoncer les crimes du capital, c'est dénoncer le rendement, l'intensification du travail, la loi du profit maximum.

**CAPITAL ASSASSIN !**  
**A BAS L'INTENSIFICATION DU TRAVAIL RESPONSABLE DES ACCIDENTS !**  
**SUPPRESSION DU SALAIRE AU RENDEMENT !**

## OCTOBRE

### n° 3-4

quelques  
éléments  
sur le mouvement  
marxiste-léniniste  
en france

passer vos  
commandes

11,50 f (port compris)  
BP 34 / Cedex 2 / 75061 Paris  
CCP la Source 33.999.29

## semm-caravelair

A TRIGNAC, 600 travailleurs se battent pour le maintien de leur usine que Trigano a décidé de transférer à Tournon où il a déjà une usine de caravanes pliantes, comptant bien toucher de nouvelles primes d'installation et profiter des bas salaires (- 25 %) et économiser sur les avantages acquis par 6 ans de lutte (13ème mois, 5ème semaine, échelle mobile). A Caravelair, c'était le travail à la chaîne pour 410 O.S., et d'énormes profits. Joffrey, le PDG, a pris soin d'évacuer (à Villefranche-sur-Saône, Montreuil-sous-Belley près de Saumur et Creil) 6 000 caravanes en cours de finition avant d'annoncer la fermeture. A Trignac, nous avons pu constater la détermination des grévistes qui occupent en nombre leur entreprise et assistent nombreux aux AG et aux réunions syndicales... Face à leur combativité qui s'est exprimée lors des

manifestations avec les ouvriers des chantiers.

La bourgeoisie met en avant le groupe Amaury (entreprise Garnier) qui propose la constitution de deux sociétés, une de mécanique avec 102 personnes, une de caravanes... temporaire, 300 personnes, le retour à la SNIAS de 13 personnes, la mise en formation de 96 personnes, 30 licenciements sont prévus et l'incertitude pèse sur 40 autres qui «seraient» repris par Trigano et la boîte de mécanique... Mais Garnier veut aligner leurs salaires sur ceux de son usine de Redon, ce qui fait une baisse de 31 % pour les O.S., 30 % pour les P3, pour 43 H. la différence étant payée à 90 % par le FNE (Fonds National de l'emploi) pendant 6 mois. Les ouvriers réunis en AG ont refusé les propositions faites par le groupe

Garnier et exigent le maintien de l'entreprise. Interrogé sur les possibilités de reclassement, un délégué dit que les reclassements ne les intéressaient pas car, avec le chômage qu'il y a sur St Nazaire, accepter un reclassement et ne pas lutter pour maintenir l'emploi c'était prendre la place de ceux qui sont sans travail...

A la S.E.M.M., comme à Lip, on peut constater que le mot d'ordre «pas de licenciements sans reclassements» est remis en cause par la lutte des ouvriers et que les directions syndicales sont obligées d'en tenir compte.

Interrogés sur le rôle des élections présidentielles par rapport à la grève, syndicalistes et ouvriers ont affirmé que ça n'avait rien à voir et que la lutte continuerait jusqu'à satisfaction. Interrogés sur les possibilités d'intervention de la police, les grévistes ont indiqué qu'ils n'étaient pas prêts à

se laisser déposséder de leur gagne-pain sans réagir.

Aujourd'hui, le problème des grévistes est de faire avancer les choses, de faire connaître la lutte pour tenir. Une action de popularisation sur la route Nantes - St Nazaire était prévue cette semaine, ainsi que d'autres actions. Si la lutte se prolonge, les ouvriers envisagent de se payer sur la vente des éléments de caravanes (coussins, etc...) d'autres actions sont prévues par les ouvriers qui montrent leur détermination à préserver leur droit au travail.

Les travailleurs de la SEMM-Caravelair montrent que la lutte contre les licenciements est possible et peut être victorieuse.

LIP - RATEAU - S.E.M.M. - DARBOY  
- PAS UN SEUL LICENCIEMENT !

## gennevilliers: les locataires des cités de transit en lutte

Plusieurs centaines de familles sont entassées, parfois depuis plus de 9 ans, dans les cités de transit de Gennevilliers. C'est dans la plus importante cité du port que les Communistes Révolutionnaires de Gennevilliers mènent un travail de porte à porte très suivi, d'agitation, d'explications politiques vivantes, et d'organisation. Les baraques de la cité sont construites en bois, sur un terrain boueux si bien que les «murs» sont constamment humides ; le vent passe entre les murs et le plafond par les carreaux... Pour se chauffer chacun doit se débrouiller

comme il peut... et les livraisons sont interdites. Aucune condition de sécurité n'existe. C'est pourtant pour ces taudis que la préfecture, par l'intermédiaire de la CETRAFA, fait payer aux habitants plus de 500 F par mois avec les charges, ce qui fait souvent plus de 40 % du salaire et, malgré cela, les Algériens, Marocains, Portugais, Espagnols... n'ont pas le statut de locataires.

Aujourd'hui la colère est grande à la cité. Les Communistes Révolutionnaires ont proposé une

plate-forme revendicative élaborée avec les locataires. Cette juste initiative a été très bien accueillie puisque tout le monde a signé. Cette plate-forme exige «Notre relogement rapide dans des cités pas cher. Pas de loyer au dessus de 10 % du salaire» Et, en attendant d'être relogés : «La baisse immédiate de 20 % du loyer...» Et d'autres revendications sur l'hygiène, la sécurité, les charges. «La Voix des Locataires», le bulletin des locataires, sort régulièrement à la cité. Ce bulletin est très vivant, il constitue une arme aux mains des locataires, parce qu'il donne des conseils pratiques (sur le relèvement des compteurs par exemple). Une réunion de création du Comité des Locataires s'est tenue sur la base de la plate-forme revendicative, plus de 30 locataires étaient là. Après une discussion animée, il a été décidé à l'unanimité de porter cette plate-forme en pétition, tous ensemble, au géant, de l'envoyer à la préfecture, à la CETRAFA et à la municipalité tenue par le P«C»F. Samedi, 30 mars, plus de 120 personnes ont porté la pétition au géant. Celui-ci était blanc de peur... Le samedi 6 avril les faux communistes du P«C»F ont appliqué en appelant à un meeting à 16H30. A

16H30, l'adjoint au maire, quelques membres du P«C»F, du PS et de l'Amicale des Algériens placent leur micro à proximité de la cité CETRAFA. Quelques locataires vont écouter ce qu'ils disent, la grande majorité, suivant nos consignes, reste chez elle. Puis, avec une quinzaine de locataires, nous allons leur demander des comptes, les harceler de questions. La manœuvre des faux communistes de la municipalité est claire : ils cherchent à diviser le mouvement en créant un comité fantôme de défense des locataires. Mais les locataires ne sont pas dupes. Ils savent bien que la municipalité n'a jamais rien fait pour eux. Voilà des années que ces soi-disant communistes sont à la municipalité et ils n'ont jamais mis les pieds à la cité avant aujourd'hui !

Mais leur démagogie n'a pas trompé les locataires. Pour les révisionnistes c'est un échec cuisant !

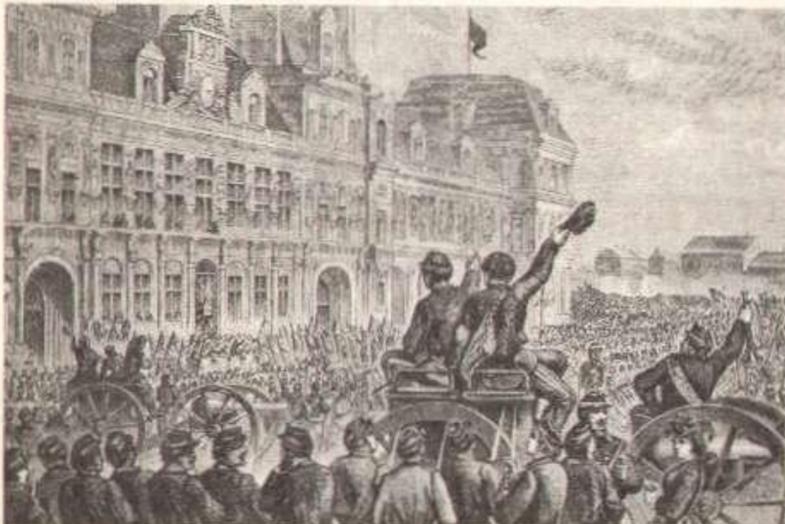
Municipalité révisionniste-Amicale complices

Des logements décents pour tous les travailleurs !

La préfecture CETRAFA complices !  
correspondant Gennevilliers.

# une leçon de la commune de paris: pour les travailleurs, la seule démocratie, c'est la dictature du prolétariat

La proclamation de la Commune de Paris



«L'expérience historique de la Commune de Paris nous apprend que pour remporter la victoire de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat il faut compter sur l'ardeur révolutionnaire de millions d'hommes et mettre pleinement en jeu la force immense des masses populaires qui créent l'histoire»

C'est en ces termes que le 18 mars 1971, les principaux journaux chinois célébraient le 100ème anniversaire de la Commune de Paris. Dans un monde où «la tendance principale, c'est la révolutions», les partis marxistes-léninistes et tous les révolutionnaires ont pour tâche à la fois de s'instruire auprès des masses avec modestie, de «discerner leur esprit d'initiative révolutionnaire», et de «se mettre à la tête des masses et de les diriger». (1)

Mais quel est l'ennemi principal des masses révolutionnaires organisées autour du prolétariat ? C'est comme le disent Marx et Lénine: «le pouvoir d'Etat est devenu un engin de guerre nationale du capital contre le travail». (2) En effet, le pouvoir centralisé de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire l'ensemble de moyens d'action que représentent l'armée permanente, la police, la bureaucratie, le clergé et la magistrature, a pour but de maintenir la domination d'une classe sur une autre, d'asservir par la persuasion ou la contrainte, le prolétariat et l'ensemble des masses populaires à la bourgeoisie. La Commune de Paris montre donc qu'il ne suffit pas de s'emparer de l'appareil d'Etat bourgeois de la police de l'armée, de l'administration, et de les faire fonctionner au profit d'une autre classe sociale. Tout au contraire, il faut briser l'appareil d'Etat, le faire voler en éclats, et en construire un autre qui réponde aux besoins, aux exigences, aux volontés des travailleurs. Ainsi seulement pourra naître une vraie démocratie, c'est-à-dire un pouvoir exercé par le peuple lui-même.

La Commune, elle-même, était composée de conseillers municipaux élus au suffrage universel. Mais à la différence de ce qui se passe dans une démocratie bourgeoise, ils étaient responsables et révocables à tout moment. Surtout «la majorité de ses membres étaient naturellement des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière». (3) La police et les fonctionnaires, loin de constituer un corps séparé de l'ensemble de la société devenaient les instruments de la Commune. Les magistrats étaient élus et naturellement pouvaient être

révoqués par le peuple qui les avait désignés. Enfin les membres de la Commune eux-mêmes, ainsi que le personnel de l'administration exerçaient leurs fonctions pour des salaires d'ouvriers. Non seulement la plupart d'entre eux venaient du prolétariat, mais leur genre de vie ne les distinguait pas des autres travailleurs.

Si l'Etat est d'abord un organe de répression, on aurait tort de dire que la Commune n'était pas un Etat. Mais, comme le dit Lénine «c'est la majorité du peuple qui mate elle-même ses oppresseurs» (4). Comme on l'a vu, il existe encore des élections mais qui n'ont rien de commun avec celles que nous connaissons. Il ne s'agit plus d'élire des députés «membres de la classe dirigeante» qui «fouleront aux pieds, écraseront le peuple au parlement, ce qui est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois». Les électeurs désignent des hommes d'action qui continuent à vivre de l'existence quotidienne de la classe ouvrière, qui exercent des fonctions précises qui sont «les ouvriers, les surveillants, les comptables» dont le peuple a besoin pour ses entreprises.

Il n'existe plus de «situations privilégiées pour les députés» (4). De la même façon, l'administration cesse d'exercer son pouvoir sur une population qui ne peut se défendre contre elle. En particulier «c'est nous mêmes, les ouvriers qui organisons la grande production en prenant pour point de départ ce qui a déjà été créé par le capitalisme, nous appuyant sur notre expérience ouvrière en instituant une discipline rigoureuse, une discipline de fer maintenue par le pouvoir d'Etat des ouvriers armés. Nous réduisons les fonctionnaires publics au rôle de simples agents d'exécution de nos directives» (4). C'est ainsi que la Commune de Paris a frayé le chemin vers une démocratie prolétarienne : seul le pouvoir du prolétariat et de ses alliés, élevé sur les ruines de l'état bourgeois, détruit de fond en comble, peut donner son vrai sens au mot liberté.

Louis Grégoire.

(1) Pekin Information - 22 mars 1971 - Pages 6, 7 -

(2) Texte de Marx La guerre civile en France - cité par Lénine dans l'Etat et la révolution

(3) Karl Marx - La guerre civile en France.

(4) L'Etat et la révolution.

## à la session spéciale de l'O.N.U.

La «session spéciale sur les matières premières» qui vient de s'ouvrir à l'ONU est une défaite de l'impérialisme. Dans le monde d'aujourd'hui, l'impérialisme est assailli de tous les côtés, les peuples des colonies et néo-colonies ont engagé de grandes luttes pour leur libération. Contraints ou aidés par ce mouvement des peuples, les gouvernements des pays du Tiers-Monde nouvellement indépendants ont pris ces dernières années une série de mesures qui contribuent à desserrer l'emprise des métropoles impérialistes sur leur pays. A la tribune de l'ONU, les pays du Tiers-Monde ont exigé le droit de récupérer leurs richesses nationales, d'en contrôler l'extraction et de les vendre à juste prix. En effet, l'impérialisme en interdisant toute industrialisation et tout développement économique des pays qu'il domine, ne leur a laissé, comme seule source de richesse que la vente des matières premières et ils doivent importer produits agricoles et produits manufacturés.

Or ce sont, les pays impérialistes développés et particulièrement les deux superpuissances, les USA et l'URSS qui contrôlent les marchés et fixent les prix à leur plus grand profit. Depuis 10 ans, les produits finis ont augmenté environ 3 fois plus que les matières premières. Pendant la seule année 1973, où pourtant les pays arabes ont imposé une hausse importante du pétrole, les matières premières ont augmenté en moyenne de 60 % pendant que le blé et les tracteurs augmentaient de 100 %, l'acier de 200 % et même le ciment de 300 %. Blé, tracteurs, acier, ciment sont des produits que les pays du Tiers-Monde doivent importer.

Un autre aspect de la politique de pillage impérialiste dénoncé à cette session de l'ONU, ce sont les transferts de fonds opérés par les sociétés «multinationales», en fait sociétés impérialistes, sous forme de rapatriement de «bénéfices»: en 70, 23 milliards de dollars ont été ainsi extorqués à l'ensemble des pays du Tiers-Monde, soit 2 fois la soi-disant «aide» accordée à ces mêmes pays par les pays impérialistes !

Voilà comment, les pays du Tiers-Monde deviennent de plus en plus pauvres et les pays impérialistes de plus en plus riches. C'est ce système impérialiste de pillage qu'a dénoncé à la tribune de l'ONU le représentant de la République Populaire de Chine, dans un discours important sur lequel nous reviendrons, et dont nous publions un certain nombre d'extraits:

## le pillage impérialiste en accusation!

### déclaration du représentant de la chine socialiste

*Nous sommes d'avis que les relations tant politiques qu'économiques entre Etats doivent reposer sur les cinq principes suivants: respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques, et coexistence pacifique. Nous nous opposons à ce qu'un pays, quel qu'il soit, contrevienne à ces principes, établisse son hégémonie et se taille des sphères d'influence dans une région quelconque.*

*Nous soutenons que les affaires d'un pays doivent être prises en main par son peuple lui-même. Les peuples des pays en voie de développement ont le droit d'opter pour le système social et économique de leur choix, et d'en décider eux-mêmes. Nous sommes en faveur de l'exercice d'une souveraineté permanente, par les pays en voie de développement, sur leurs ressources naturelles. Nous soutenons les efforts qu'ils déploient pour contrôler, administrer et même nationaliser tous les capitaux étrangers, notamment les «sociétés multinationales». Nous soutenons leur position consistant à développer l'économie nationale en comptant sur eux-mêmes, individuellement ou collectivement.*

*Nous estimons que tous les pays, grands ou petits, riches ou pauvres, doivent se traiter d'égal à égal, que les affaires économiques internationales doivent être prises en charge conjointement par les pays du monde, sans qu'il soit permis à une ou deux superpuissances de les monopoliser. Nous appuyons le plein droit des pays en voie de développement, dont la population représente une écrasante majorité dans le monde, de participer à la prise de toutes les décisions sur le commerce, le problème monétaire, les transports maritimes internationaux, etc...*

*Pour nous, les échanges internationaux*

*doivent s'opérer sur la base des principes d'égalité, d'avantages réciproques et de complémentarité. Nous appuyons les demandes impératives des pays en voie de développement, telles que l'amélioration des termes de leur commerce relatif aux matières premières, aux produits primaires et aux produits semi-manufacturés ou manufacturés, l'extension de leurs marchés et la fixation de prix équitables et avantageux. Notre soutien est acquis à ces Etats qui travaillent à mettre sur pied des organisations des pays exportateurs de diverses matières premières, pour lutter en commun contre le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonie.*

*Nous sommes d'avis qu'en fournissant une aide économique aux pays en voie de développement, on doit respecter strictement la souveraineté des Etats bénéficiaires, sans sortir son aide d'aucune condition politique ou militaire, sans réclamer aucun privilège ni chercher à faire fortune. Les prêts qui leur sont consentis doivent être sans intérêt ou à bas intérêt: on doit accepter, si besoin est, de proroger l'échéance de paiement de l'intérêt et du principal, voire même de réduire ou d'annuler les dettes. Nous nous opposons à ce qu'on soumette, sous le couvert de l'aide les pays en voie de développement aux exactions et à l'exploitation, par des prêts à usure.*

*Nous préconisons que les techniques à transférer aux pays en voie de développement doivent être pratiques, efficaces, peu coûteuses et commodes. Les experts et autres personnes envoyés par les pays bénéficiaires doivent initier la population locale à leurs connaissances techniques, et respecter les lois et décrets ainsi que les moeurs et coutumes nationales de ces pays. Ils ne doivent pas exiger un traitement privilégié, et encore moins, mener des activités illégales.*

**communiqué  
du comité  
de france  
du front  
révolutionnaire  
antifasciste  
et patriote  
(f.r.a.p.)**

**A TOUS LES REVOLUTIONNAIRES ET ANTI-FASCISTES !**  
La disparition prochaine de Franco, à l'heure où les luttes s'accroissent de plus en plus en Espagne, met le gouvernement fasciste en très mauvaise posture. Les fascistes visaient à instaurer une monarchie qu'ils contrôlèrent et dirigeraient et qui aurait pour l'extérieur une apparence libérale. Leur manœuvre est tombée à l'eau avec la disparition brutale de CARRERO BLANCO.

Pour imposer le pantin JUAN CARLOS ou n'importe quel autre imbécile, ils ne peuvent compter que sur la répression, seul moyen qu'ils aient pour se maintenir au pouvoir. ARIAS NAVARO, «le bourreau de Malaga», est là pour le prouver: après Salvador Puig Antich, nous apprenons, bien que ce ne soit pas encore officiel, qu'il demande une double peine de mort pour ENRIQUE AGUILAR, la peine de mort pour chacun des frères JORGE et JESUS DIZ; NARANTO, qui sera jugé avec eux, sera aussi très certainement condamné à mort. Tous les quatre sont accusés d'être militants du F.R.A.P. et d'avoir organisé les manifestations du 1er Mai à Madrid au cours desquelles un flic a été exécuté.

Aux crimes fascistes, nous répondrons par la violence révolutionnaire. Nous appelons tous les révolutionnaires et anti-fascistes à se tenir prêts à manifester leur solidarité avec les peuples d'Espagne en lutte contre le fascisme. Nous ne laisserons pas exécuter nos camarades !

Finissons-en avec ce régime de terreur. Bâtons l'unité dans l'action de tous les véritables révolutionnaires !

Sur le chemin de cette unité, le Comité de France du F.R.A.P. organise, conjointement avec l'A.R.D.E. (Action Républicaine Démocratique Espagnole) et la F.N.J.S.E. (Fédération Nationale des Jeunes Socialistes Espagnoles - Section de Paris) une série de meetings dans toute l'Europe, dont un à Paris, le 20 avril à 20 H, à la Mutualité, pour commémorer le 43ème anniversaire de la proclamation de la 11ème République espagnole.

**A BAS LE YANKEE-FRANQUISME !**

**A BAS LA REPRESSION !**

**VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE !**

**VIVE LA LUTTE DES PEUPLES D'ESPAGNE !**

**43ème anniversaire de la république espagnole  
meeting  
PARIS - MUTUALITE, LE 20 AVRIL A 20 H 00**

# LES PEUPLES D'INDOCHINE VAINCRONT

## cambodge 1970-1974

### 4 années d'intervention U.S. 4 années d'échec

Depuis 1954, l'impérialisme US n'a jamais cessé d'intervenir contre le Cambodge (voir F.R. No 109). Par le coup d'Etat du 18 mars 1970, Nixon s'imagina enfin être parvenu à ce qu'il cherchait depuis 16 ans : chasser le gouvernement indépendant du prince Sihanouk et mettre en place à Phnom Penh une clique Lon Nol-Sirik Matak entièrement à ses ordres. L'impérialisme US espère pouvoir appliquer au Cambodge sa politique néocoloniale, la sinistre doctrine Nixon : piller et dominer le pays par l'intermédiaire d'une clique fantoche entièrement à ses ordres.

*Echec de l'américanisation et de la vietnamisation.*

Malheureusement, pour Nixon, au Cambodge, la doctrine Nixon a échoué, dès les premières heures. La clique fantoche de Phnom Penh est restée faible, elle a connu de grosses difficultés pour embrigader le peuple cambodgien : une grande partie de la population, particulièrement dans les campagnes était resté fidèle au gouvernement légitime du prince Sihanouk ; les patriotes qui avaient déjà pris le maquis depuis de nombreuses années, ont donné, dès les premières heures du putsch, un large développement à la lutte armée. Si bien que l'impérialisme US a été obligé d'appuyer sérieusement la clique

fantoche de Phnom Penh, d'engager au Cambodge, d'abord directement ses propres forces, mais aussi des mercenaires de Saïgon ou du Thaïlande.

C'est ainsi que, le 30 avril 1970, quelques semaines seulement après le putsch, 110.000 soldats américains et fantoches saïgonnais envahissent le Cambodge : pendant 2 mois, avec l'appui aérien des B 52 US, ils détruisent tout, pillent, massacrent, violent. En vain car, vaincus, laissant sur le terrain un nombre important de morts et une grande quantité de matériel, ils sont obligés de battre en retraite, le 30 juin 1970, non sans inonder la région de produits toxiques y interdisant toute vie pendant plus de six mois. C'est l'échec de la politique d'américanisation.

Dès lors les impérialistes américains s'appuieront essentiellement sur les fantoches saïgonnais, déclenchant plusieurs invasions du Cambodge par les armées saïgonnaises. En Mars 71, la débâcle de l'opération US-Saïgonnaise : «Victoire totale», dernière tentative d'enclercement et d'anéantissement des forces populaires, marque l'échec de cette politique de vietnamisation de la guerre au Cambodge.

*L'échec de la «khmérisation».*

Alors, l'impérialisme US va faire porter

tous ses efforts sur le renforcement de la clique fantoche de Phnom Penh et de son armée : c'est la «khmérisation» de la guerre. A coups de dollars, Nixon équipe l'armée fantoche en armes, en tanks, en avions, il enrôle de force tous les hommes valides, y compris des vieillards et des enfants de 11 ans. L'armée US fournit ses «conseillers militaires» (ce sont eux, en fait, qui dirigent les opérations) et l'appui aérien de ses bombardiers. Sachant que les paysans sont le principal soutien des forces patriotiques, les conseillers US appliquent à la campagne un plan dit «de pacification», identique à celui mis en place au Vietnam, chassant les paysans de leurs terres pour les regrouper dans des «châteaux stratégiques», véritables camps de concentration : pour cela, Nixon a dépêché au Cambodge son spécialiste no 1 de la guerre anti-guérilla, Robert Thompson.

En même temps, et chaque fois que les troupes de ses fantoches subissent de trop lourdes défaites sur le terrain, l'impérialisme US lance toute une série de manœuvres diplomatiques : il parle de «cessez-le-feu», il exhorte les patriotes à négocier avec les traîtres de Phnom Penh, il va même jusqu'à tenter de créer une soi-disant 3e force au Cambodge : une nouvelle bande de traîtres baptisée en l'occurrence «opposants» du régime. En réalité, il n'y a que deux forces en présence au Cambodge : d'un côté les patriotes et le peuple cambodgien, regroupés dans le Front Uni National du Kampuchea (F.U.N.K.) et de l'autre côté, l'impérialisme US qui entretient à coups de dollars une poignée de traîtres, sans aucun soutien populaire. En réalité, il n'y a qu'un seul responsable à la poursuite de la guerre, l'impérialisme US et il n'y aura de paix que quand il renoncera à dominer le Cambodge.

Cette politique de «khmérisation» a connu bien des vicissitudes. Dans un premier temps, en 1971, les stratèges du Pentagone ont été capables de lancer des offensives contre les Forces Armées Populaires de Libération Nationale du Cambodge (F.A.P.L.N.C.). La dernière de ces grandes offensives, «Chenla II» se déroule d'août à décembre 71 : 20.000 soldats fantoches sont mis en échec par 15.000 patriotes. Puis, pendant toute l'année 72, les troupes fantoches perdent petit à petit l'offensive au

profit des FAPLNC. Le problème crucial de cette étape est celui du contrôle des routes : contrôler les routes et les voies d'eau est vital pour les fantoches et leurs «conseillers US», pour acheminer armes, munitions et ravitaillements vers les garnisons isolées dans les campagnes qui leur sont hostiles.

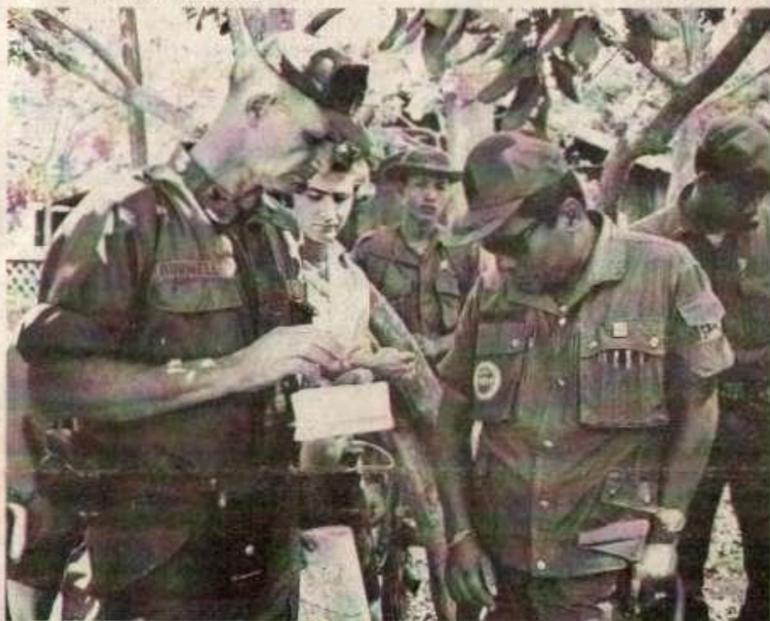
Au début de l'année 1973, les FAPLNC ont le contrôle des 7 grandes routes stratégiques du Cambodge, du fleuve Mékong et du Lac Tonlé Sap. Ce sont les FAPLNC qui ont l'offensive.

Alors, l'impérialisme US doit à nouveau modifier ses plans. Il concentre sur le Cambodge toutes les forces aériennes qu'il a été contraint de retirer du Vietnam depuis les Accords de Paris. Pendant 4 mois, de mai à août 1973, 5.000 tonnes de bombes par jour tombent sur les régions les plus peuplées du Cambodge, chaque mois l'équivalent de 7 Hiroshima, chaque mois plus de sorties de B 52 sur le seul Cambodge que sur toute l'Indochine en 1971. Le 15 août 1973, devant l'inefficacité de ce pilonnage fort coûteux et les protestations qu'il soulève aux Etats-Unis, Nixon est obligé de l'interrompre. C'est l'échec de l'américanisation de la guerre aérienne, un pas décisif vers l'échec total de la «khmérisation».

*Le F.U.N.K. vaincra*

Mais Nixon n'en a pas moins renoncé à intervenir au Cambodge, ni même renoncé aux bombardements. Il y envoie un nombre de plus en plus important de «conseillers militaires» US, déguisés en civil, qui assurent la direction des opérations, la formation et l'entraînement des troupes. Ils sont aujourd'hui 3.500 et Nixon projette d'en envoyer 10.000 nouveaux en 1974 ; c'est le militaire US, Lawrence Ondecker qui a dirigé les opérations à Kampot, aujourd'hui libérée par les FAPLNC. L'aide US à l'armée fantoche atteint aujourd'hui 2 millions de dollars par jour. En outre, ce sont des avions et des navires de guerre US qui transportent, pour les traîtres des armes, munitions et matériel de toute sorte ; des avions US F 111, F 105, C 130 poursuivent leurs vols de reconnaissance dans l'espace aérien du Cambodge. Le 20 décembre 1973, c'est un F 111 US qui bombardait les positions des FAPLNC... Cette nouvelle tentative US pour se maintenir coûte que coûte au Cambodge échouera, comme les précédentes. Les impérialistes US seront chassés du Cambodge et ils entraîneront, dans leur chute, la poignée de fantoches accrochés à leurs basques.

Nicolas GUIOT



3500 «conseillers US» aujourd'hui au Cambodge

## nouvelle victoire du peuple lao : la mise en place des nouvelles institutions du pouvoir à 2 composantes

Le 3 avril, le prince Souphanouvong, dirigeant du Front Patriotique Lao est arrivé à Vientiane pour la mise en place du Gouvernement Provisoire d'Union Nationale et du Conseil Politique National de Coalition. C'est là une grande victoire du peuple lao dans sa lutte contre l'intervention US, pour l'application des accords de Vientiane, c'est là une défaite politique de l'impérialisme US.

Depuis le 3 avril, les accords de Vientiane, signés en Février 73, entrent dans une nouvelle phase de leur application.

— sur le plan militaire, les 2 villes Luang Prabang (capitale royale) et Vientiane (capitale gouvernementale) sont neutralisées. Les deux parties (la droite lao et les Forces Patriotiques Lao) sont chargées de la sécurité de la

ville. Chacune contrôle conjointement les points stratégiques, des patrouilles mixtes surveillent les grandes routes. Les Forces Patriotiques, qui ont déjà libéré les 4/5 du territoire, sont présentes maintenant dans les villes principales du Laos, garantissant l'application stricte des accords.

— sur le plan politique, deux organismes indépendants et égaux, composés d'un nombre identique de membres des deux parties dirigent en commun le pays : le Gouvernement Provisoire de Coalition et le Conseil National Politique Consultatif. Souvanna Phouma dirige le Gouvernement Provisoire, Souphanouvong, prestigieux dirigeant de la lutte pour l'indépendance nationale, le Conseil National. La droite ainsi ne pourra plus, comme par le passé, profiter du pouvoir pour

éliminer l'autre partie. De plus, Phoumi Vongvichit, secrétaire général du Comité Central du Front Patriotique Lao est à la fois vice-président du gouvernement et à la tête d'un ministère clé, les affaires étrangères. Le Front Patriotique Lao pourra ainsi contrôler les relations avec l'impérialisme US et tous les accords économiques.

Cette application des Accords de Vientiane est une étape victorieuse dans la lutte armée d'indépendance nationale du peuple lao que dirige depuis 1962 le Front Patriotique Lao. C'est une victoire contre l'impérialisme US et ses valets, la droite lao composée de grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie compradore. Obligé de signer les Accords en février 73, il a pendant 13 mois multiplié les

agressions armées et les complots pour empêcher l'application. Il a tenté à deux reprises au cours de l'été 73 de fomenter un coup d'Etat pour mettre la droite au pouvoir. Echec. Il a tenté aussi de créer le gouvernement avant que la neutralisation totale ne soit réalisée, ce qui revenait à vouloir installer dans les villes encore contrôlées par les forces fantoches, un gouvernement d'Union Nationale en apparence, mais dans la réalité totalement prisonnier des fantoches et de l'impérialisme US.

Si ces manœuvres ont échoué, c'est par la mobilisation grandissante du peuple lao pour le retour à la paix. Aux soldats des fantoches venus les agresser, les patriotes apprenaient l'existence et le contenu des Accords de Vientiane. Pour l'anniversaire des Accords, les dirigeants de nombreuses organisations de masse, dans des villes contrôlées par la droite, se sont réunis dans une pagode pour demander au gouvernement de Vientiane d'appliquer les Accords. C'est ce renforcement de l'unité du peuple lao autour du Front Patriotique qui a permis l'application des Accords.

Le début d'application des Accords, s'il est un tournant décisif, ne signifie cependant pas la fin de la politique néo-colonialiste US.

— Les menaces militaires persistent toujours. Le cessez-le-feu n'a pas été décrété par la partie de Vientiane ; les forces mercenaires recrutées par la CIA

n'ont pas été dissoutes mais intégrées à l'armée de la droite ; les bataillons thaïlandais encadrés par la CIA n'ont pas été rapatriés ; les conseillers militaires US se sont convertis en conseillers civils dans une ambassade US devenue une des plus grosses du monde !

— Le Laos indépendant devra liquider une situation économique totalement dépendante de l'impérialisme US par les soi-disant accords «d'aide économique» : pratiquer une politique d'indépendance nationale fondée sur les richesses nationales, mettre en place une industrialisation comme dans les zones libérées. Le Front Patriotique Lao va mener sur ce terrain, dans la période qui s'ouvre, une lutte acharnée contre la politique néo-colonialiste de dépendance étrangère de la droite lao.

Les victoires du peuple lao sont une partie de la victoire des trois peuples indochinois dans leur lutte commune contre l'agression US. La lutte des trois peuples d'Indochine pour l'indépendance est un tout indivisible, et leur victoire sera nécessairement commune.

VIVE LA SOLIDARITE DES TROIS PEUPLES INDOCHINOIS !

APPLICATION STRICTE DES ACCORDS DE VIENTIANE !

VIVE L'HEROIQUE PEUPLE LAO ET LE FRONT PATRIOTIQUE LAO !

### abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal	1 an	60 F
	3 mois	15 F
pli fermé	1 an	120 F

pour l'étranger : écrire «journal»

## DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Profession \_\_\_\_\_

envoyer à F.R. BP 464 75065 Paris Cedex 02

# HALTE AUX CALOMNIES CONTRE LA RESISTANCE PALESTINIENNE

Le 11 avril, une unité de la Résistance Palestinienne, agissant en permanence dans la Palestine occupée, a opéré à KYRIATH-SHMONAH. L'action était destinée à obtenir la libération de 100 patriotes palestiniens détenus dans les geôles de l'occupant sioniste. Plutôt que de délivrer des hommes et des femmes «coupables» selon les sionistes d'avoir lutté pour la libération de leur patrie, les forces sionistes d'occupation ont préféré lancer une attaque militaire massive contre l'immeuble où s'étaient retranchés les fedayin ; les forces sionistes n'ont pas hésité un instant à sacrifier aussi les juifs qui se trouvaient dans l'immeuble.

Aussitôt, en France, la presse au service de l'impérialisme, de «l'Humanité» révisionniste à l'extrême-droite, en passant par «Le Monde» s'est déchaînée contre la Résistance Palestinienne. La propagande impérialiste a inversé le vrai et le faux, essayé une fois de plus de faire passer le peuple palestinien, victime de la barbarie sioniste, pour le bourreau, et l'occupant sioniste pour une victime innocente. La propagande impérialiste a puisé ses «informations» à la source, reprenant telles quelles les affirmations des autorités sionistes de Tel Aviv, y compris les plus grossières telles celle annonçant que «les fedayin jettent les enfants par les fenêtres», information d'ailleurs presque aussitôt démentie par un officier supérieur de l'armée sioniste.

Mais on n'est pas à cela près dans le domaine du mensonge, chez les impérialistes et leurs agents sionistes, pour tenter de camoufler leurs crimes innombrables.

Les fedayin de KYRIATH-SHMONAH ont versé leur sang pour que finissent la barbarie sioniste et ses atrocités quotidiennes. La situation de la centaine d'hommes et de femmes dont ils exigeaient la libération, c'est aussi la situation de milliers d'autres soumis aux privations, aux tortures des prisons «israéliennes». En Palestine aujourd'hui, comme en France sous l'occupation nazie, le plus petit fait de Résistance, ou simplement le hasard des rafles peut conduire n'importe quel Palestinien à la prison, sinon à la mort.

«Commando venu du Liban» a insisté la radio de Tel Aviv, relayée par les grands moyens d'information impérialistes à travers le monde. Comme pour dire que l'action des Palestiniens dans leur propre pays est une «agression étrangère». Pour les impérialistes et les sionistes, tout acte de résistance du peuple palestinien, parce qu'il met en cause l'Etat sioniste, instrument de l'impérialisme, donc leurs intérêts dans la région, un tel acte est «un crime». Pour les occupants nazis aussi, toute action des résistants français était «criminelle». Les impérialistes ont voulu liquider tout ce qui pouvait rappeler l'existence même du peuple palestinien : KYRIATH-SHMONAH n'est que le nom donné, imposé par les forces d'occupation sionistes, à la localité palestinienne de AL-KHLSA.

Les fedayin de KYRIATH-SHMONAH ont versé leur sang pour venger les innombrables martyrs de la Révolution Palestinienne, pour venger 3 des dirigeants les plus prestigieux de la Résistance qui, voici un an, tombaient sous les balles des assassins sionistes. Le 9 avril, un commando sioniste, violant la souveraineté du Liban, assassinait froidement en plein Beyrouth KAMAL NASSER, KAMAL ADWANE, ABOU YOUSSEF. Les fedayin de KYRIATH-SHMONAH sont morts pour venger les victimes du massacre de DEIR YASSINE. Voici 26 ans, jour pour jour, des centaines de Palestiniens de ce village, y compris les vieillards, les femmes, les enfants étaient massacrés, précipités dans des puits par les bandes armées de l'Irgoun et de la Haganah, afin que le peuple palestinien fuie en masse devant la menace d'extermination. A ce prix, l'impérialisme installait l'Etat d'Israël. C'était le début d'une vie misérable, la famine, les épidémies, le désespoir, une mort lente du peuple de Palestine dans les camps de réfugiés.

Ceux qui, aujourd'hui crient au «crime palestinien» à propos de KYRIATH-SHMONAH, ce sont les responsables et les complices des crimes contre le peuple palestinien.

A KYRIATH-SHMONAH, l'ennemi des fedayin, ce n'était évidemment pas les juifs.

Pour les autorités sionistes, la vie d'un homme, qu'il soit juif ou qu'il soit musulman, chrétien ou athée, ne vaut pas grand chose.

Ce qui compte pour elles, c'est le succès de leurs plans expansionnistes, la défense des intérêts impérialistes, notamment l'approvisionnement en pétrole dans la région. Rappelons-nous, pendant la guerre d'Octobre : ces «autorités» n'ont pas hésité à faire fusiller des pilotes «israéliens» qui refusaient d'aller bombarder DAMAS.

Mais pour les Palestiniens, l'ennemi, c'est l'Etat d'Israël en tant que base avancée de l'impérialisme au Moyen-Orient, et dont la réaction arabe défend la présence. A la masse de la population juive, la Révolution Palestinienne offre la perspective d'un Etat démocratique et laïc sans discriminations raciales ou religieuses. C'est pour atteindre ce but que sont tombés les fedayin à KYRIATH-SHMONAH. C'est parce qu'ils luttèrent pour ce but que des juifs et des non-juifs, comme Meli Sermann, condamnés l'an passé à Haïfa, voient redoubler ces jours-ci les mauvais traitements qu'ils subissent dans les prisons «israéliennes».

Ceux qui condamnent l'action de KYRIATH-SHMONAH, condamnent le peuple palestinien et son organisation, l'O.P.L. qui a clairement indiqué que cette action est une action de la Résistance Palestinienne. Les révisionnistes du P(C)F sont évidemment de ceux qui condamnent. «L'Humanité» du 11 avril qui cite ses sources-les déclarations des autorités sionistes de Tel Aviv-condamne une action de «groupuscule» et la compare à l'action de masse menée en Jordanie, en 1970, contre le plan de capitulation de l'américain Rogers. Bonne comparaison en effet, puisque dans les deux cas, face aux tentatives impérialistes de liquidation, le peuple palestinien a exprimé sa volonté de poursuivre la lutte armée de libération jusqu'à la victoire. Les révisionnistes qui versent des larmes de crocodile sur les souffrances du peuple palestinien voudraient que celui-ci dépose les armes et «négocie». Ils en seront pour leurs frais. A KYRIATH-SHMONAH, les fedayin ne sont pas morts en vain.

A BAS L'IMPERIALISME, LE SIONISME ET LEURS COMPLICES REVISIONNISTES! KYRIATH-SHMONAH REDEVIENTRA EL KHLSA ! LA PALESTINE SERA LIBEREE ! J.P. GAY

L'action menée par un groupe de fedayin à Kyriath-Shmoneh reflète les positions actuelles de la Résistance Palestinienne, cette action correspond à la ligne de conduite que la Résistance s'est fixée.

Le lieu choisi pour l'action du 11 avril n'est pas un hasard. Kyriath Shmoneh est situé dans les territoires palestiniens occupés en 1948. En déclarant publiquement que les auteurs de l'action sont une unité de Révolution Palestinienne, l'O.L.P. indique que la Résistance Palestinienne entend poursuivre le combat sans trêve pour la libération, non seulement des territoires palestiniens de Cisjordanie et de Gaza occupés en 1967, durant la guerre des 6 jours, mais pour la libération de la Palestine toute entière. Ces derniers jours, dans une interview accordée à un journal de Beyrouth, le président de l'O.L.P., Yasser Arafat, soulignait que la Résistance Palestinienne ne peut admettre de solution fondée sur la résolution 242 de l'O.N.U., qui justement ne dit mot de la libération des territoires palestiniens occupés depuis 1948.

C'est sur la base de cette «fameuse» résolution que devait se tenir la Conférence de Genève, manigancée par les deux superpuissances : Etats-Unis et U.R.S.S.

En rejetant catégoriquement la résolution 242, la Résistance Palestinienne condamne le complot impérialiste de la Conférence de Genève.

L'action menée à Kyriath-Shmoneh a été présentée par la propagande impérialiste comme une action isolée. En réalité depuis octobre 73, et conformément à la déclaration de l'O.L.P. : «nous ne sommes pas concernés par le cessez-le-feu», la Résistance Palestinienne a poursuivi son activité militaire, aussi bien dans les territoires occupés de 48 que dans ceux de 67. Les fedayin frappent à Tel Aviv, Haïfa, Jérusalem, aussi bien qu'à Turkarem (Cisjordanie) ou à Gaza.

Ainsi, des actions de sabotages contre les cables électriques servant la ville de courant, l'incendie de grands magasins et d'autres actions ont été opérées dans la région de Tel Aviv ces dernières semaines.

Des mesures décisives pour l'avenir ont été prises : depuis octobre 73, la Résistance Palestinienne a transféré un grand nombre de ses cadres à l'intérieur de la Palestine occupée, avec mission d'y organiser, d'y développer la guerre populaire. La Résistance, conformément à son programme de janvier 73, compte de plus en plus sur la participation active des masses palestiniennes vivant en territoires occupés, elle a de moins en moins recours aux actions de commandos

venus du Liban ou d'autres pays arabes. Aujourd'hui, plus que jamais, le mot d'ordre de «compter sur ses propres forces à l'intérieur de la Palestine occupée» est mis à l'ordre du jour ; c'est la condition pour faire face victorieusement aux pressions de la réaction arabe dans les pays voisins.

La fabrication artisanale des armes sur place se développe de façon intense. Les exécutions individuelles d'officiers et de soldats sionistes pour récupérer leurs armes sont une consigne. Ceci renforce l'arsenal constitué par l'introduction massive d'armes à la faveur de la guerre d'Octobre.

Expression de la volonté de lutte du peuple palestinien, l'action de Kyriath-Shmoneh a été accueillie avec enthousiasme : dans les camps de réfugiés du Liban, la population se rassemblait, les combattants de la milice populaire tiraient en l'air en signe de joie et de soutien à l'action menée dans leur patrie.

La fermeté de la Résistance Palestinienne rencontre l'assentiment des masses populaires des pays arabes. Au Liban, le 12 avril, l'armée libanaise s'était retirée au Sud, laissant le champ libre à l'agresseur sioniste qui a bombardé plusieurs villages, tué et blessé leurs habitants. La population libanaise du Sud a réagi en réclamant au gouvernement libanais des armes pour affronter elle-même les troupes sionistes. Toute la presse arabe, y compris très réactionnaire, comme la presse gouvernementale tunisienne, a dû se faire l'écho des sentiments des masses en approuvant l'action de Kyriath-Shmoneh.

En Syrie, les manœuvres de Kissinger et des sociaux-impérialistes ont du mal à imposer la capitulation, même provisoire. Toujours, les syriens sont à l'offensive sur le Mont Hermon qui domine le Golan, ces derniers jours, ils ont repris aux sionistes plusieurs positions sur le versant Est, dans des zones montagneuses d'accès difficile. Ils refusent les propositions cyniques de Meïr et Moshe Dayan, par l'entremise US : les sionistes évacueraient KUNEITRA tout en maintenant leurs forces sur les collines surplombant la ville...

L'opération des fedayin palestiniens à Kyriath-Shmoneh vient à point pour démentir les falsifications des positions de la Résistance Palestinienne. Celle-ci refuse de déposer les armes : aujourd'hui elle fait face victorieusement aux pressions internationales, et notamment dans la période récente, aux pressions directes de la réaction arabe d'Egypte et d'Arabie Séoudite dont les régimes lui demandent l'acceptation de la conférence de Genève et la reconnaissance de l'Etat d'Israël

## LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN AIGUISE LA CRISE PROFONDE D'«ISRAËL»

La mise en cause des chefs de l'armée, la démission de Golda Meïr, celle de Moshe Dayan, violemment critiqué, alors qu'il jouissait jusqu'en octobre 73 d'un très grand prestige, les manifestations de rues de milliers de juifs contre le gouvernement à Tel Aviv et d'autres villes d'Israël, le ministre de la police conquis, l'annonce par le ministre des finances Sapir que le niveau de vie des «Israéliens» baissera de 5% en 1974 : ce sont autant de manifestations des dernières semaines de la crise intérieure qui secoue l'Etat sioniste, la crise la plus grave depuis sa création, en 1948.

Cette crise est la conséquence directe de la guerre d'Octobre. Comme nous l'avons écrit ici, comme nous l'avons indiqué à l'occasion de nombreux meetings, malgré la courte durée de la guerre, malgré le réarmement considérable par les Etats-Unis, malgré le rétablissement partiel de ses positions sur le terrain à la faveur du cessez-le-feu, l'Etat d'Israël est sorti

profondément affaibli de la guerre, connaissant une crise morale, politique, sans précédent.

Les grandes idées de la propagande sioniste sur «l'invincibilité d'Israël», sur «l'incapacité des arabes» à reprendre l'initiative du combat, avaient été battues en brèche, à l'épreuve des faits de quelques jours de guerre. La perte de confiance d'une partie de la population juive dans les thèmes de la propagande sioniste s'était manifestée par des refus d'aller au combat. Après la guerre, le mécontentement s'est maintenu, notamment dans la jeunesse, incertaine de l'avenir. Significatif : L'émigration des juifs quittant Israël (surtout vers le Canada, et l'Australie) a atteint des chiffres records, plus d'un millier en décembre. La crise de «confiance» s'est amplifiée, certes les manifestations qui se déroulent aujourd'hui en Israël n'échappent pas à court terme à l'emprise de l'idéologie sioniste, les manifestants qui conspuent le ministre de la police et

Kyriath-Shmoneh lui reprochaient avant tout de ne pas avoir fait «le nécessaire» contre les fedayin ; même point de vue que dans le rapport de la commission parlementaire Agranath sur les «négligences» de la guerre d'Octobre. Mais ces manifestations, nées du désarroi, portent en germe la mise en cause dans l'avenir des fondements mêmes de l'Etat d'Israël. La critique, la condamnation dans la rue, des chefs historiques d'Israël, mettent fin à une période de stabilité. Les tenants du sionisme, incorrigibles, continueront de présenter comme «perspective» à la population juive le traditionnel expansionnisme d'Israël, ils tenteront d'utiliser cela pour ressouder les rangs. Mais ils se heurteront à la conscience plus élevée, à la combativité accrue des peuples arabes depuis Octobre, qui sont à la source des difficultés actuelles des gouvernants sionistes. Les perspectives claires de création d'un Etat palestinien

offertes par la Révolution Palestinienne, ne permettent plus à la propagande sioniste de prêter aux fedayin l'intention de «jeter les juifs à la mer». Cela crée des conditions favorables au ralliement de juifs à la cause palestinienne. Pour le sionisme et l'impérialisme, c'est une situation sans issue.

Au sein de la réaction arabe, on prétend que la renonciation du peuple palestinien à sa guerre de libération favoriserait l'aiguïsement des contradictions au sein de l'Etat sioniste, parmi la population juive. En réalité, de telles contradictions ne se sont développées que grâce à la lutte armée des peuples arabes et du peuple palestinien, grâce aux coups qu'ils ont porté à l'Etat sioniste. C'est cette lutte qui, en portant des coups toujours plus décisifs, sapera la base sociale du sionisme en Israël, ralliera de nombreux juifs au combat anti-impérialiste pour la destruction de